DE QUOI LA FIN DE L'INSTITUT DE RECHERCHE POUR LE DÉVELOPPEMENT (IRD) EST-ELLE LE NOM ?

Nouvelle coupe brutale dans la recherche et l'international de la science

Équipe rédactionnelle

En juillet 2026, les agent·s de l'IRD apprennent incidemment lors d'une réunion où intervient la PDG de l'Institut qu'un « rapprochement-fusion » ou « absorption » par le CNRS de l'Institut de recherche pour le développement (IRD) a été acté par la mission « État Efficace » lancé par Sébastien Lecornu en septembre 2025[1]. Une mission de préfiguration devra rendre ses premières recommandations en janvier 2027 pour une mise en place avant les élections présidentielles de mai. L'IRD conservera-t-il son existence et une autonomie scientifique au sein du CNRS ? Ou bien ses quelques 2 200 agent·es seront-ils redistribués dans les structures existantes ? Qu'en est-il des personnels sous contrat ? Des recrutements ? De son organisation interdisciplinaire ? De la tutelle du ministère de l'Europe et des Affaires Etrangères (outre celle du ministère de l'Enseignement Supérieur, de la Recherche et de l'Espace) ? Et des capacités opérationnelles de la recherche en partenariat à l'étranger qui fonde l'existence de l'IRD ? Rien n'est clair aujourd'hui, alors que le CNRS lui-même est enjoint de se restructurer.

L'IRD a été créé en 1982 comme un Établissement public à caractère scientifique et technologique (EPST) qui a pris la suite de l'ancien Office de la recherche scientifique et technique d'outre-mer (ORSTOM) créé en 1943. Que signifie cette volonté étatique de mettre fin à 83 ans d'existence d'un Institut public de recherche, dont le travail est régulièrement salué, et comment l'interpréter dans le contexte politique actuel national et global ?

1 « Création de la mission « État Efficace » et adoption par le Premier ministre de ses premières propositions », *info.gouv.fr*, [En ligne]

Dans la logique d'« État Efficace », l'IRD serait un « doublon » coûteux[2] alors que les financements de la Recherche et de l'Université chutent et que ceux de la coopération et de l'aide au développement où pèse le budget de l'IRD – notamment les missions et l'expatriation de ses agents[3], le financement d'étudiant·es, d'équipes et de représentations dans les pays dits du Sud – sont soumis à des coupes drastiques[4]. Alors que le lien mécanique entre (sous)-financement et production scientifique et son impact sur le « décrochage » de la France sont largement avérés[5], c'est désormais la coopération et la diplomatie scientifique qui font figure de scorie dans la configuration internationale; l'obsolescence du projet développementaliste serait-il renouvelé par la durabilité ? Changement climatique, crise environnementale, pandémies, déplacements massifs de population : seule une approche globale, ancrée dans une présence internationale sur la longue durée permet d'appréhender scientifiquement le devenir du monde. Mais la France a décidé de marcher dans les pas de l'annulation par les États-Unis d'une immense partie des subventions de l'USAID. L'illusion du bien-fondé du repli nationaliste est à l'ordre du jour. En témoignent également les coûts différenciés d'inscription à l'Université dont les étudiant·es non européen·nes et l'Université dans son ensemble font les frais[6]. Bienvenue en France ! La mise à distance des autres et la xénophobie comme réponse au manque de financement : la solution n'est pas si étonnante dans une Europe qui cherche à externaliser le tri des migrants. En ouvrant la brèche des frais d'inscription pour tous, étrangers ou français, c'est aussi le service public et la mission universelle d'enseignement de l'Université qui sont visés. Là encore comment s'étonner alors qu'une grande partie des financements de la recherche est transférée au privé – *via* le Crédit Impôt Recherche (CIR) des entreprises et l'apprentissage – avec des critères d'utilité bien moins pointilleux que les soupçons d'inefficacité qui pèsent sur la recherche et l'enseignement publics. Le destin de l'IRD préfigure celui de la recherche publique en général

2 Fusionner les services publics au nom d'une réduction des coûts et de l'efficacité menace la recherche bien au-delà de l'IRD. Ainsi, un rapport récent de la Cour des comptes préconise de fusionner les labos au sein d'une même École nationale supérieure d'architecture, sans considération pour les disciplines ou les perspectives de recherche.

3 Dont les salaires sont alors indexés sur ceux du ministère des Affaires Étrangères.

4 Le cadrage budgétaire de l'aide pour le développement de juillet 2026 prévoit de ramener les crédits de paiement de la mission APD à environ 3,3 milliards d'euros en 2027, soit 8% de moins qu'en 2026 et 50% par rapport à 2024.

5 « Investir dans la recherche et l'Université, pour juguler le décrochage économique, scientifique et technique », *rogueeser*, [En ligne], 11/10/2024

6 Pascal Maillard, « Augmentation des frais d'inscription à l'université : un décret abject », billet de blog, *Le Club de Médiapart,* [En ligne], 26/04/2026



Association nationale des étudiant·e·s sages-femmes. Manifestation parisienne pour l'enseignement supérieur et la recherche. 15 septembre 2026. © Pascale Absi

Les mobilisations et les soutiens qui se manifestent en France comme à l'étranger pour sa défense prouvent l'attachement aux missions de l'Institut de recherche pour le développement[7]. Nous y associons l'Association Française des Anthropologues qui partage son souci d'une science sans frontières. Les pages du *Journal des anthropologues*, ses comités scientifique et de rédaction sont largement ouverts aux collègues étrangers. De fait, l'IRD a fréquemment soutenu l'édition du *Journal* et les activités de l'AFA qui, dès sa création, a intégré des chercheur·es de cet institut. Ce n'est pas la première fois que l'IRD est menacé de disparition[8] mais avant même les prochaines élections présidentielles, jamais le danger du repli sur soi n'a été aussi concret.

Mots-clefs : développement, science, recherche, politique publique.

What does the end of the French National Research Institute for Development (IRD) mean? Another drastic cut to research and international scientific collaboration.

Keywords: development, science, research, public policy.

7 Voir les plusieurs milliers de signatures à la pétition parue dans Libération, [En ligne], 21/07/2027

8 Hours B., (2020). *De l'ORSTOM à l'IRD, de la colonie à l'agenda global*. Paris : L'Harmattan.

DOSSIER
FASCISATIONS

FASCISTIZATIONS

Dossier thématique coordonné par

Armand Aupiais – Thomas Cortado – Marie Hoffner-Talwar

VERS UNE ANTHROPOLOGIE DE LA FASCISATION : OUVERTURE POLYPHONIQUE

Armand Aupiais* – Thomas Cortado** – Marie Hoffner-Talwar***

L'élaboration de l'argumentaire de ce numéro est née de la rencontre entre un constat politique et une interrogation scientifique. D'un côté, la progression, dans des contextes nationaux très différents, de mouvements d'extrême droite, de nationalismes identitaires et de projets autoritaires, dont certains renouent explicitement avec les références, les imaginaires ou les revendications du fascisme historique, invitait à reconsidérer l'actualité de cette catégorie. De l'autre, la diversité de ces phénomènes et des traditions intellectuelles mobilisées pour les analyser rendait problématique leur rassemblement sous une qualification commune. Ces interrogations ont constitué le point de départ des Journées d'étude de l'Association française des anthropologues (AFA), organisées en juillet 2025 autour du thème « Fascisations au présent », dont est issu ce dossier du *Journal des anthropologues.* Elles ont nourri les échanges entre intervenant·es et participant·es, tout en faisant apparaître des désaccords sur la pertinence et les usages de la catégorie de « fascisation ». « Fascisme », « néofascisme », « autoritarisme », « populisme », « illibéralisme », « néoréaction » : ces catégories ne sont ni équivalentes ni interchangeables, et les controverses relatives à leur définition, à leurs frontières et à leur pertinence comparative risquent parfois de faire passer au second plan les transformations sociales et politiques qu'elles prétendent éclairer.

* URMIS
Courriel : armand.al@protonmail.com
** CNRS, LAP
Courriel : thomas.cortado@cnrs.fr
*** Laboratoire EVS (UMR 5600 CNRS), Université Lumière Lyon 2
Courriel : marie.hoffner29@gmail.com

C'est à la confluence de ces deux préoccupations que s'est imposé le choix du terme « fascisations », au pluriel, pour intituler ce dossier. Il ne s'agissait ni de trancher les controverses taxinomiques qui traversent les études sur les extrêmes droites, ni de postuler une identité entre des situations historiques et ethnographiques hétérogènes, mais de déplacer l'attention des régimes et des idéologies constitués vers les processus par lesquels certaines dispositions autoritaires, hiérarchies sociales, formes d'exclusion et sensibilités politiques se diffusent, se transforment et de s'inscrivent dans les pratiques ordinaires. Le pluriel entend précisément préserver cette diversité sans préjuger l'existence d'une trajectoire unique ni de son aboutissement nécessaire dans un régime fasciste. Ce choix n'a pourtant jamais fait l'unanimité parmi nous : que gagne-t-on, et que risque-t-on, à parler de « fascisation » pour rendre compte des transformations politiques, sociales et subjectives contemporaines ? Cette ouverture polyphonique cherche moins à résoudre les désaccords théoriques qui ont accompagné la préparation du dossier qu'à en restituer les cheminements, les déplacements et les tensions.

Enquête de signifiant

Thomas : D'où avez-vous eu l'idée d'organiser les Journées d'étude de l'AFA sur les « fascisations au présent », en juillet 2025, à l'origine de ce dossier ?

Marie : C'est parti d'un constat relativement partagé : la multiplication, dans des contextes nationaux très différents, de durcissements autoritaires, de nationalismes identitaires, de politiques d'exclusion, de mouvements masculinistes ou réactionnaires… et surtout la banalisation de discours et de pratiques auparavant cantonnés dans les marges de l'espace politique. Ce diagnostic commun ne conduisait pas nécessairement à une qualification commune. « Fascisme (tardif) », « post/néofascisme », « extrême/ultradroite », « illibéralisme, « autoritarisme conservateur », « (national-)populisme », « (néo-)réaction » : chacune de ces catégories engage une généalogie, une échelle d'analyse et, parfois, un positionnement politique. Sur mon terrain indien, cette difficulté de qualification se pose très concrètement à propos de l'*hindutva* (« hindouité »), l'idéologie du Bharatya Janata Party (BJP) et donc de l'actuel Premier ministre Narendra Modi. Selon les travaux et les phénomènes observés, il est appréhendé à travers les catégories de nationalisme hindou, de nationalisme ethnoreligieux, d'autoritarisme, de populisme ou encore de fascisme (Sabastian, 2025) et de fascisation (Teltumbde, 2026). Ces termes ne sont pourtant pas interchangeables : ils ne désignent ni les mêmes processus ni les mêmes échelles et, surtout, n'invitent pas toujours à la comparaison avec les fascismes européens. En amont du dossier, plusieurs rapporteurs ont partagé leurs réticences à reprendre cette catégorie, qu'ils jugeaient trop connotée ; l'un d'entre eux a même écrit : « parler

de fascisme, cela ne sert qu'à mobiliser la lutte antifasciste et donc à se donner bonne conscience » !

Thomas : J'avoue que l'ambivalence de cette catégorie, doublement dépendante des champs politiques et scientifiques, m'a beaucoup embarrassé. Aujourd'hui, le « fasciste », c'est d'abord l'Ennemi de la démocratie. En France comme au Brésil, la droite ultralibérale et l'extrême droite le classent à gauche – en arguant que dans national-socialisme, il y a socialisme… Taxer les autres de « fascistes » sert à se positionner dans l'espace public, en délégitimant ses adversaires. J'ajouterai qu'à gauche, le fascisme renvoie au rejet des valeurs progressistes – j'entends par « progressisme » un éthos orienté vers la lutte pour l'égalité, la reconnaissance de la différence et la préservation des écosystèmes (Cortado, 2023). Et pour des anthropologues habitués à pratiquer le relativisme culturel, le Fasciste incarne l'Autre par excellence, mais l'Autre abject, répugnant, indésirable (Hatzikidi, 2024). Cette catégorie active nos affects politiques les plus viscéraux, d'où peut-être certains échanges parfois tendus avec les rapporteurs et au sein même de la rédaction.

Marie : Oui, « fascisme » n'est pas qu'une catégorie analytique. C'est aussi une catégorie politique, polémique, accusatoire, parfois revendiquée, mais le plus souvent attribuée. Les trois premiers articles du dossier portent d'ailleurs sur le signifiant « fasciste » et explorent les interactions entre usages savants, politiques et émiques de la catégorie. Erwan Plurien, dans *« C'est nous, les fascistes !». Pragmatique des nominations de la « plus extrême droite »*, montre qu'au sein de l'extrême droite française, les catégories « ultra-droite », « extrême droite radicale », « fascisme » ou « faf » ne font pas que décrire : elles classent, stigmatisent, produisent les groupes. Celle de « fascisme » distingue les « fafs », qui éventuellement s'en revendiquent, des « droitards », qui la retournent contre la gauche. Dans *Catégoriser le turquisme : apports et limites du concept de fascisme*, Aurélie Stern nous apprend que l'extrême droite turque, celle qui défend la reconstitution d'un vaste empire allant de la Chine à l'Adriatique, rejette la catégorie de « fascisme » en raison surtout de ses origines européennes, alors même qu'elle puise dans l'idéologie et l'esthétique du fascisme historique. Ça rejoint d'ailleurs le troisième article, d'Adrien Nonjon, *Combattre pour l'Europe : le Congrès Nation Europa et les permanences mythologiques du fascisme en Ukraine*, sur le nationalisme paneuropéen ukrainien : si des nationalistes ukrainiens, dès l'entre-deux-guerres, s'inspirent du fascisme, au point de collaborer un temps avec les nazis, les qualifier de fascistes pose un problème à la fois théorique (le fascisme n'est-il pas l'apanage des sociétés déjà organisées sous la forme d'États-nations ?) et politique (n'est-ce pas faire le lit de la propagande russe ?).

Armand : De mon point de vue, « fascisme » et « fascisation » sont plus que des signifiants flottants à visée dénonciatrice, pour paraphraser Foucault.

Ils m'aident à penser de troublantes analogies entre la Turquie, dont j'ai pu observer *in situ* le tournant autoritaire pendant mon séjour (2013-2022), et la France. À chacun de mes retours, j'avais une curieuse impression de déjà-vu : la même odeur de grenades, les mêmes jets de canon à eau, les mêmes techniques anti-insurrectionnelles. Le choix de ce signifiant s'enracine donc dans un vécu, d'autant qu'en Turquie, il s'est diffusé de la gauche radicale au reste du spectre politique, s'immisçant dans les échanges quotidiens. Jusque dans les cercles évangéliques turcs où j'enquêtais, profondément optimistes et désengagés de la politique, des croyants le mobilisaient.

Thomas : En thèse au Brésil dans les années 2010, j'ai aussi assisté à l'ascension des « nouvelles droites » ultralibérales, fondamentalistes et militaristes, dans un pays où Lula faisait pratiquement l'unanimité quelques années plus tôt. Apparues dans le sillage des « méga-manifestations » de juillet 2013 et profitant de la crise économique qui frappe le pays en 2014, elles ont participé à la destitution de Dilma Rousseff, l'héritière de Lula, en 2015, et à l'élection de Jair Bolsonaro, cet ancien capitaine de l'armée devenu député d'extrême droite, à la présidence de la république en 2018. Cette présidence, qui coïncide avec l'épidémie de Covid-19, nous a beaucoup éprouvés, moi, ma famille et mes collègues. De quel « virage autoritaire » étions-nous les témoins (Neiburg et Thomaz, 2020) ? Je n'étais pas convaincu par les usages du mot « fasciste » pour trois raisons : 1) il était étranger à la plupart de mes interlocuteurs dans les quartiers populaires de Rio de Janeiro, parfois acteurs, mais souvent victimes de ce virage ; 2) le bolsonarisme adoptait une rhétorique très hostile à l'État qui ne correspondait guère à mon idéal-type du fascisme ; 3) en reprenant une catégorie amarrée à nos préjugés progressistes, je craignais que nous ne nous enfermions dans notre bulle, celle-là même qui nous avait empêchés d'anticiper la victoire de l'extrême droite. Je préférais celle de « national-populisme » ou de « populisme nationaliste », qui permet de comparer Bolsonaro à d'autres leaders assez proches dans leur style ou leur idéologie, comme Donald Trump aux États-Unis (Gusterson, 2017) ou Rodrigo Duterte aux Philippines (Arugay, 2022).

Armand : J'aimerais rappeler la conjoncture à l'origine des journées d'études. L'idée a germé fin 2023, dans la foulée du signalement à l'État d'un syndicat étudiant par la présidence de l'EHESS pour avoir affirmé, après les attentats en territoire israélien, son « soutien indéfectible à la lutte du peuple palestinien dans toutes ses modalités »[1] (position que je n'aurais pas endossée). Alors lors que commençait une guerre coloniale (Abdallah et Bontemps, 2025) à caractère génocidaire qui a orienté le choix de notre dernier dossier (Aleksic, Hayem, et

1 Soazig Le Nevé, « Mobilisation propalestinienne : des étudiants et des chercheurs demandent aux universités françaises de prendre position », *Le Monde*, [En ligne], 16,05/2024

Kaouès, 2025) nous voyions se banaliser dans notre espace de travail des pratiques dénonciatoires déstabilisant les valeurs communes et écrasant les sujets politiques. L'irruption en France de l'action djihadiste violente – conséquence d'une brutalisation du Moyen-Orient comparable à celle qu'a connue l'Europe préfasciste (Traverso, 2017) – et l'État d'urgence post-attentats de 2015 avait déjà favorisé le cadenassage de l'espace public et systématisé les procès en déloyauté à l'encontre des musulmans réels ou supposés. Le temps passant, le cercle des suspects s'était élargi : par inversion accusatoire les antiracistes étaient racistes, les antifascistes fascistes, les féministes complices du « patriarcat musulman ».

Thomas : Clairement, le succès de l'anti-antifascisme nous interpelle sur l'actualité du fascisme, même s'il n'a rien de nouveau… Il y a trente ans, Furet s'en prenait déjà à l'antifascisme, l'accusant de n'être que le vecteur de l'idéologie communiste (1995). L'anti-antiracisme a lui aussi le vent en poupe, à l'image de son principal avocat, Pierre-André Taguieff, qui dénonce « un antiracisme racialiste, voire raciste », dirigé contre les Blancs (2023)… Cette construction discursive d'un prétendu « racisme antiraciste », qui contribue à retourner l'accusation de racisme contre celles et ceux qui le combattent, fait notamment l'objet d'une analyse critique dans le numéro de *Chimères* consacré à « Subir le racisme et le contrer » (Vollaire et Djigo, 2026).

Armand : Oui, et la position des sciences sociales françaises interroge, tant elles ont pu caricaturer les études postcoloniales (Amselle, 2011) et les théories critiques de la race (Beaud et Noiriel, 2021). L'anthropologie n'est pas en reste, même si dans sa majorité elle semble se tenir à l'écart des débats. Surtout, elle enquête peu sur ces mouvements et personnalités autoritaires (Dematteo, 2017). On remarquera d'ailleurs qu'elle ne s'est pas beaucoup attardée sur le fascisme. Peut-être parce que certains de ses représentants, du côté de l'anthropologie physique notamment, ont activement collaboré (Hans Günther, Guido Landra, Georges Montandon), même si d'autres, au musée de l'Homme par exemple, se sont très tôt engagés contre (Paul Rivet, Germaine Tillion, Anatole Lewitsky). En France, à l'exception de Clastres, peu de chercheurs ont intégré le fascisme dans leur pratique théorique. Il me paraissait donc important de prendre position, dans le débat public et l'espace de notre discipline. Mais vu vos réticences, j'aimerais vous demander pourquoi vous avez décidé de participer à la coordination des journées d'études, pour Marie, et de répondre à notre appel à communication, pour Thomas ?

L'Empire n'a jamais pris fin (I) : le mythe libéral

Thomas : Le thème des « fascisations au présent » m'intéresse, d'abord parce qu'il contredit le « grand récit » libéral sur lequel se fonde l'Occident depuis 1945 (Mazzarella, 2019). Celui-ci veut nous persuader que le fascisme a disparu

en même temps que l'exécution de Mussolini et le suicide d'Hitler… Il y aurait une « époque fasciste », qui se serait close par la victoire totale des démocraties libérales (Nolte, 2011). Or les fascistes n'ont pas disparu avec les régimes fascistes. En France, Maurice Bardèche, proche de la Phalange espagnole, partisan de l'Allemagne nazie, pionnier du révisionnisme, a joué un rôle important dans la résurgence de l'extrême droite française après la défaite de 1945 (Picco, 2025). En Russie, Alexandre Dougine, philosophe d'extrême droite proche de Poutine, s'est d'abord revendiqué du national-bolchévisme (!) avant de théoriser l'eurasisme, matrice idéologique du nouvel impérialisme russe (Mathyl, 2002). Au Japon, cette continuité est encore plus frappante : Nobusuke Kishi, représentant de l'aile technofasciste au sein du gouvernement pendant la guerre du Pacifique, a fondé le parti qui domine outrageusement la vie politique japonaise depuis soixante-dix ans, le Parti Libéral-Démocrate (Mimura, 2011). Il a pu occuper le poste de Premier ministre du Japon entre 1957 et 1960, malgré son arrestation pour crimes de guerre quelques années auparavant.

Marie : L'article d'Erwan montre que certains à l'extrême droite, notamment parmi les nationalistes-révolutionnaires, se réclament encore du fascisme ; celui d'Aurélie souligne la popularité de *Mein Kampf* en Turquie et celui de Sébastien nous rappelle les origines néonazies du survivalisme, dont l'un des pionniers répondait au doux nom de Kurt Saxon…

Thomas : On pourrait, et devrait, écrire la généalogie fasciste de notre modernité libérale, tout ce que nos manières de vivre contemporaines doivent au fascisme – les travaux de Chapoutot sur les origines nazies du management vont dans ce sens (2020). Et réciproquement : les régimes fascistes ont beaucoup emprunté aux démocraties libérales. Dans *Hitler's American Model* (2018), James Whitman révèle que les juristes nazis non seulement connaissaient très bien les lois raciales en vigueur aux États-Unis, mais qu'ils s'en sont inspirés pour rédiger les Lois de Nuremberg ! À ceci près que la *one-drop rule* leur semblait trop stricte pour la réalité démographique de l'Europe centrale et orientale ! Ces recherches bouleversent notre compréhension du fascisme, en multipliant les zones grises avec les régimes libéraux… Je me demande d'ailleurs si le retour du signifiant « fasciste » dans le débat public ne dit pas d'abord l'épuisement de l'idéologie (néo)libérale. Après l'effondrement du bloc soviétique en 1991, on nous prédisait l'extension rapide de la démocratie libérale au reste du monde sous l'effet du « doux commerce » international : depuis l'attaque contre le Capitole, les États-Unis, autrefois l'incarnation du « monde libre », apparaissent plus vulnérables que jamais[2].

2 Elisabeth Zerofsky, « Is It Fascism? A Leading Historian Changes His Mind. », *The New York Times Magazine*, [En ligne], 23/10/2024

Armand : De mon côté, je tiens à souligner que cette crise n'est pas qu'idéologique et que le fascisme est aussi une réponse aux contradictions du capitalisme. On ne peut pas penser la montée du fascisme indépendamment de la crise de 2008 qui, partie des États-Unis, s'est propagée au reste du monde, plongeant des millions d'individus dans la misère et le ressentiment. On ne peut pas la penser indépendamment de la désindustrialisation et des politiques d'ajustement structurel qui déstabilisent le salariat. L'un des principaux théoriciens contemporains de la fascisation, Ugo Palheta, explique qu'en France, celle-ci consiste à « solidifier un bloc blanc sous hégémonie bourgeoise, capable de porter une forme de compromis social sur une base ethnoraciale » (2020). Cette responsabilité du grand capital, déjà soulignée par de nombreux penseurs marxistes au sujet du fascisme historique (Guérin, 1936), se manifeste aujourd'hui dans le soutien actif des multimilliardaires de la tech (Elon Musk, Peter Thiel) à la néoréaction (Miranda, 2026). C'est en ce sens que le philosophe Norman Ajari parle de « technofascisme » (2026).

La fascisation comme problématisation

Thomas : Est-ce que cela justifie pour autant d'importer cette catégorie dans le discours anthropologique ? Si l'on appelle fascisation toute évolution contraire aux valeurs libérales, qu'est-ce qui la distingue du conservatisme, du racisme, du patriarcat, de l'hétéronormativité, de tous les rapports de domination qui structurent nos sociétés depuis des siècles ? Le terme gagne en extension ce qu'il perd en compréhension.

Marie : Pour ma part, le scepticisme que l'on peut opposer à ce terme ne le discrédite pas nécessairement, à condition d'en inverser les usages. Au lieu de se demander si telle personne, tel mouvement, tel régime relève du fascisme, je suggère d'interroger ce que la notion de fascisation permet de voir que d'autres catégories laissent dans l'ombre – et ce qu'elle risque simultanément de masquer. Le dossier ne propose pas de définition unifiée, ce qui pourrait passer pour une faiblesse, mais constitue au contraire l'un de ses résultats : « fascisation » fonctionne moins comme catégorie stabilisée que comme question adressée aux terrains. Elle met en regard des phénomènes hétérogènes sans présupposer leur identité et oblige, dans le même mouvement, à interroger les conditions dans lesquelles leur comparaison demeure pertinente. C'est précisément ce qui nous a conduits à préférer « fascisation » à « fascisme ». Le suffixe déplace l'attention de l'identification d'un régime ou d'une idéologie vers des processus : déplacements des frontières du dicible et du légitime, normalisation de hiérarchies, fabrication de sujets politiques, transformation des rapports à l'altérité, circulation de sensibilités autoritaires, inscription de normes politiques dans les corps et les conduites ordinaires. Le scepticisme à l'égard de « fascisation » ne diminue

pas l'intérêt de ce numéro, il le rend d'autant plus nécessaire. Une catégorie véritablement heuristique ne devrait pas seulement qualifier le réel ; elle devrait pouvoir être mise en danger par lui.

Thomas : Ton approche me rappelle beaucoup la méthode de la « problématisation », telle que Colin Koopman la formule à partir de Foucault (2013) : la problématisation à la fois comme objet d'investigation et acte critique, « intensification » de notre rapport au présent. Avec le mot « fascisation », nous interrogeons notre actualité à l'aune de l'histoire. L'important n'est pas de pointer les fascistes, mais de parcourir le cercle herméneutique qui prend appui sur le fascisme historique pour interroger notre actualité, ou, inversement, qui repense le fascisme historique à partir de nos préoccupations actuelles.

L'empire n'a jamais pris fin (II) : matrices coloniales et génocidaires

Thomas : Et pour répondre à ta question Armand, c'est avec la découverte des connexions historiques entre fascismes et colonialismes, bien documentées par les *Genocide Studies*, que j'ai revu mon jugement : j'avais paradoxalement une lecture du fascisme bien trop occidentale… En prévision de ma communication sur Bolsonaro pour les journées d'étude, je me suis intéressé au sens du mot « liberté » chez ce leader d'extrême droite. Après avoir parcouru ses discours, sa biographie et des ethnographies de ses électeurs, j'en ai conclu qu'il exprime une volonté de retour à un modèle de société issu de l'expérience pionnière, centré sur le propriétaire blanc, chrétien, hétérosexuel, libre d'exploiter les employés et les ressources de son domaine – un modèle menacé par les politiques de gauche. Au fond, Bolsonaro nous renvoie aux fondations coloniales de la modernité brésilienne. Faisant part de cette interprétation à un collègue historien, Jawad Daheur, spécialiste de l'Europe centrale, il m'a recommandé la lecture d'un ouvrage certes controversé, mais qui synthétise les apports des *Postcolonial* et *Genocide Studies* à la compréhension du nazisme – *The American West and the Nazi East*, de Carroll Kakel (2011).

Armand : Tu nous as beaucoup parlé de ce bouquin pendant nos échanges.

Thomas : Oui, j'y ai découvert que le concept de *Lebensraum* avait été forgé par l'anthropologue (!) Friedrich Ratzel, en correspondance étroite avec l'œuvre de Frederik Turner, le fameux théoricien de la société pionnière (*Frontier Society*) aux États-Unis : l'Est de l'Europe devait être à l'Allemagne ce que l'Ouest du continent américain avait été pour les États-Unis, ce qui impliquait « de traiter les Slaves comme les Peaux-Rouges » (Hitler). Kakel souligne que la société américaine du XIXe siècle, celle de la « démocratie jacksonienne » que Trump

prend pour modèle[3], partage avec l'Allemagne nazie la même pratique continentale du colonialisme – un colonialisme de proximité géographique, distinct du colonialisme ultramarin. À cette occasion, j'ai aussi lu les travaux de Zimmerer sur les origines de la Shoah, montrant comment l'extermination des Hereros en Namibie par l'armée allemande en 1904 avait servi de précédent à celle des Juifs d'Europe (Zimmerer, 2004). Non seulement certains cadres nazis, comme l'anthropologue Eugen Fischer, avaient contribué à ce génocide colonial conduit par le général Lothar von Trotha, mais cette expérience avait permis d'acculturer l'élite et l'opinion publique allemandes au racisme et à l'impérialisme. Ce cadrage colonial des territoires et des populations, Trump et Bolsonaro l'ont également en commun.

Marie : Tu définis donc la fascisation comme l'internalisation par les métropoles des formes de domination en vigueur dans les (post)colonies.

Thomas : C'était ma première conclusion. Et ce que disait déjà Aimé Césaire il y a plus de soixante-dix ans dans son *Discours sur le colonialisme* (2000), comme me l'a fait remarquer un collègue du Laboratoire d'Anthropologie Politique, Jean-Bernard Ouédraogo : « La colonisation travaille à déciviliser le colonisateur, à l'abrutir au sens propre du mot, à le dégrader (…). Au bout de tous ces traités violés, de tous ces mensonges propagés, de toutes ces expéditions punitives tolérées, (…) il y a le poison instillé dans les veines de l'Europe, et le progrès lent, mais sûr, de l'ensauvagement du continent » (: 12). C'est pourquoi « ce que [le bourgeois] ne pardonne pas à Hitler », pensait Césaire, « ce n'est pas le crime en soi, le crime contre l'homme, ce n'est pas l'humiliation de l'homme en soi, c'est l'humiliation de l'homme blanc, et d'avoir appliqué à l'Europe des procédés colonialistes dont ne relevaient jusqu'ici que les Arabes d'Algérie, les coolies de l'Inde et les nègres d'Afrique » (: 14). Si l'antisémitisme a joué un rôle déterminant dans la genèse des mouvements et régimes fascistes, en particulier d'Europe centrale et orientale, les Alliés n'ont pas combattu l'Axe parce qu'ils s'inquiétaient du sort des Juifs… En revanche, les Français n'ont pas hésité à tirer sur les Algériens qui revendiquaient leur indépendance le jour même de la Libération. Cette thèse de la fascisation comme ensauvagement de la métropole sous l'effet de la colonisation s'applique très bien au cas israélien, que Kahina Guillard aborde dans son article *Les oiseaux de malheur ? Tactiques doms à la frontière syro-jordanienne* : si le projet colonial qui accompagne l'État d'Israël depuis sa fondation justifie l'éradication physique et symbolique des populations arabes présentes dans la région, celle-ci, en retour, transforme de l'intérieur les sociétés concernées. L'État d'Israël n'a pas attendu de se fasciser

3 Marc-Olivier Bherer, « Andrew Jackson, président modèle de Donald Trump », *Le Monde*, [En ligne], 23/02/2017

pour génocider les populations arabes – les démocraties libérales n'ont aucun problème à commettre des génocides, à l'image des États-Unis, du Canada, de l'Australie (Moses, 2012). C'est plutôt l'inverse : le génocide accélère la fascisation de la société israélienne, comme en témoigne la poussée des partis suprémacistes comme Force juive d'Itamar Ben-Gvir, l'actuel ministre de l'Intérieur, ou le Parti sioniste religieux de Bezalel Smotrich, ministre délégué à la Défense – Smotrich lui-même se présente comme un « fasciste homophobe[4] » !

Marie : Cette corrélation entre fascisme et colonialisme contredit également le récit libéral...

Thomas : Oui. Cette corrélation contredit également le récit libéral. Avons-nous seulement cessé de vivre dans un monde fasciste, du moins fascisant ? C'est Emir Mahieddin qui m'a soufflé cette formule pendant les journées d'étude. Du point de vue des Parisiens qui défilaient sur les Champs-Élysées en 1945, c'est très probable. Du point de vue algérien ou palestinien, beaucoup moins. Fascisme et colonialisme s'équivalent-ils pour autant ? Le fascisme est-il seulement affaire d'impérialisme ? L'internalisation des violences coloniales suffit-elle à le définir ? Comment rendre compte de sa grande diversité empirique ?

Fascisations ordinaires : affectographies

Marie : Je ne crois pas qu'il faille transformer le fascisme en une méta-catégorie capable d'unifier a priori le nationalisme hindou, les masculinismes, l'extrême droite européenne et les violences coloniales; mais il ne faut pas davantage exiger que chacun de ces phénomènes reproduise les fascismes historiques pour les mettre en regard . L'enjeu serait plutôt de maintenir ouverte la comparaison, en demandant chaque fois quels mécanismes précis justifient le rapprochement, à quelles échelles ils opèrent, quelles continuités historiques les soutiennent et où cessent leurs vertus explicatives – ce que tu disais Thomas sur « le cercle herméneutique de la fascisation ». Là où « fascisme » semble appeler l'identification d'une formation historique, idéologique ou institutionnelle relativement stabilisée, « fascisation » autorise à regarder ce qui précède, déborde ou demeure en deçà de cette stabilisation : des déplacements progressifs des normes, des formes de subjectivation, des transformations des sensibilités, des pratiques qui hiérarchisent les vies et les appartenances. C'est ce qui en fait d'ailleurs une catégorie particulièrement séduisante pour l'anthropologie, discipline attentive aux processus, aux situations et aux manifestations ordinaires du politique (Neiburg et Thomaz, 2020).

4 « Israel's Far-Right Finance Minister Says He's 'A Fascist Homophobe' but 'Won't Stone Gays' », *Haaretz*, [En ligne], 16/01/2023

Thomas : Étrangement, parmi tous les phénomènes politiques du XXe siècle, le fascisme, dans sa « plasticité » (Ory, 2010), semble le plus redevable d'une approche processuelle, telle que nous l'entendons en anthropologie… Cette plasticité des processus fascisants, nous l'avons intégrée assez tôt dans la conception du dossier, ce qui explique pourquoi nous n'avons pas revendiqué de définition dans notre appel à publication – et pourquoi nous avons proposé différents formats, depuis l'article standard jusqu'à la note de recherche ethnographique en passant par la révision bibliographique.

Marie : Oui, d'ailleurs l'appel invitait à ne pas réserver l'analyse aux organisations explicitement fascistes, mais à observer des dynamiques à l'œuvre dans des espaces en apparence moins politiques : sociabilités informelles, pratiques culturelles, numérique, rapports de genre, environnement, relations ethnographiques elles-mêmes. C'est le thème central de notre deuxième bloc d'articles. Celui de Félix Spinazze, *Le « Sétois de souche » : entre Méditerranée désirable et indésirable*, montre comment les joutes nautiques participent à la production d'un ordre moral, politique et national qui sépare les Sétois dits « de souche » des autres, en particulier, même si la distinction n'est pas toujours explicite, du prolétariat issu de l'immigration récente. Évidemment, ces joutes n'ont rien de « fascistes » en elles-mêmes. En revanche, elles contribuent à ancrer dans les esprits et les corps l'existence d'une communauté locale (et nationale) fantasmée, définie aussi par son opposition aux populations immigrées. C'est également à partir de formes ordinaires de contrôle social qu'Helin Karaman analyse le processus de fascisation à l'œuvre dans les parcs d'Istanbul sous l'AKP. Elle montre comment la montée de l'autoritarisme exacerbe des mécanismes de surveillance et de rappel à l'ordre qui lui préexistent, en autorisant davantage gardiens et riverains à imposer les normes du groupe ethnoculturel majoritaire aux populations minorisées. De manière comparable, mon analyse des écoles de danse au Rajasthan (*Danser la nation : discipline corporelle et féminité morale dans le Rajasthan contemporain*) ne cherche pas à démontrer l'existence d'un « fascisme indien », mais utilise le concept de fascisation dans un sens processuel afin de saisir la naturalisation ordinaire de valeurs de pureté, d'harmonie, de discipline et de conformité. J'aime beaucoup le concept de « fascisation ordinaire » que Gilles Raveneau développe dans sa note bibliographique en conclusion du dossier, *Masculinismes, corporéités viriles et fascisation ordinaire : la fascisation* comme « ensemble de processus plus diffus par lesquels certaines dispositions autoritaires s'inscrivent dans les corps, les affects et les relations ordinaires » – diffus par rapport aux bouleversements institutionnels.

Thomas : « Fascisation ordinaire » ? Ce ne serait pas un peu un pléonasme selon toi ?

Marie (rire) : Oui, mais à condition, comme le fait Gilles, de souligner la place du corps et des affects. C'est peut-être là que l'approche anthropologique permet un déplacement supplémentaire : ne pas considérer le corps et les affects comme les simples réceptacles d'une idéologie constituée ailleurs, mais comme des lieux où se fabriquent, circulent et se stabilisent des dispositions politiques. Les affects sont importants à ce titre parce qu'ils orientent très concrètement les manières de percevoir le monde social et d'y prendre place : peur, ressentiment, désir d'ordre, mais aussi fierté, sentiment d'appartenance, maîtrise de soi. C'est précisément cette dimension que nous souhaitons explorer dans le prochain dossier du *Journal des anthropologues*, « Affectographies », que je coordonne avec David Gamet : non pas réduire les affects à des états émotionnels individuels, mais interroger les régimes affectifs dans lesquels s'inscrivent les sujets et les relations, ainsi que leur rôle dans la fabrique des expériences, des positions et des savoirs. De même, les corps sont travaillés par des apprentissages ordinaires – manières de se tenir, de se mouvoir, de se vêtir, de contrôler ses gestes, sa sexualité ou ses émotions – à travers lesquels des normes de genre, de pureté et d'appartenance acquièrent l'évidence du naturel.

Thomas : D'où ton idée de « fascisation du sensible » ? L'un de nos rapporteurs nous rappelait que les affects ont toujours occupé une place de choix dans l'analyse du fascisme historique, depuis le recours à la psychologie des masses dans les années 1940 (Reich, 1998) jusqu'aux variations récentes sur le concept de « religion politique » (Gentile, 2004).

Marie : Exactement. C'est ce que j'essaie de saisir, dans mon article sur les écoles de danse au Rajasthan : non pas que la discipline corporelle ou la recherche d'une féminité respectable seraient en elles-mêmes fascisantes, mais elles peuvent entrer, dans un contexte marqué par l'*hindutva*, dans un agencement plus large qui articule maîtrise corporelle, pureté culturelle, ordre moral et imaginaire national. Le corps devient un observatoire particulièrement fin de la manière dont le politique peut être incorporé et affectivement investi, parfois sans adhésion idéologique. Cette attention aux corps et aux affects, l'anthropologie des populismes en a également fait un enjeu important, en montrant que le politique ne se joue pas seulement dans l'adhésion à des idées ou à des programmes, mais aussi dans des incarnations, des attachements et des expériences sensibles du collectif. Mazzarella (2019) propose notamment de prendre au sérieux cette « chair collective » qui se manifeste dans les moments populistes : le peuple n'y est pas seulement une catégorie politique ou discursive, mais une réalité qui s'éprouve dans et par les corps. Mais c'est précisément ce déplacement vers les corps et les affects qui rend la catégorie plus délicate encore à manier.

Thomas : La proposition de Gilles m'intéresse également, mais je me demande s'il n'étend pas trop la notion, en parlant de « dispositions autoritaires ».

Ne risque-t-on pas de rejoindre la thèse du « fascislamisme » défendue par Bernard-Henri Lévy, qui range dans une même catégorie des mouvements et régimes islamistes très différents, depuis Al-Qaïda jusqu'à Daesh en passant par la République islamique d'Iran ? Après tout, nous avons bien affaire à des organisations autoritaires, ultraconservatrices, oppressives. Mais si ces traits suffisaient à caractériser la fascisation, la notion perdrait toute capacité discriminante. Kahina parle de fascisation pour décrire et dénoncer les formes extrêmes de violence dont sont victimes les habitants de la frontière syro-jordanienne. Sachant que l'État islamique terrorise aussi ces populations, cela suffit-il pour en faire un État fasciste ou « islamo-fasciste » (Bar-On, 2018) ?

Marie : Je suis bien consciente de la difficulté. À mesure que l'on descend de l'État vers les conduites, des organisations politiques vers les affects, des doctrines vers les corps, la frontière entre ce qui serait spécifiquement « fascisant » et ce qui relève plus largement des rapports de domination devient difficile à établir. Pureté, discipline, virilité, hiérarchie, fermeture identitaire, exclusion de l'altérité, désir d'ordre : aucun de ces phénomènes n'appartient en propre au fascisme. Ils traversent des formations nationales, coloniales, patriarcales, raciales qui lui préexistent et n'y conduisent pas toujours. Parler de « fascisation » comporte donc un risque de raisonnement rétrospectif : identifier comme prémices d'un fascisme possible ce que nous reconnaissons comme tel parce que nous connaissons déjà l'histoire des fascismes accomplis. À l'inverse, renoncer à toute catégorie susceptible de qualifier politiquement les transformations observées au nom d'une neutralité descriptive expose à manquer les continuités, les circulations et les convergences qui rendent ces phénomènes intelligibles. Cette tension dans la catégorisation s'aiguise lorsque l'anthropologue travaille avec des personnes dont les positions lui sont politiquement ou moralement étrangères – ce que Thomas tu appelais « l'Autre abject » : comment comprendre sans excuser, qualifier sans réduire, maintenir l'empathie ethnographique sans déresponsabiliser les acteurs ? C'est cette difficulté que l'appel formulait en demandant ce que pourrait être « une anthropologie antifasciste, qui ne procède ni par accusation ni par déresponsabilisation ». La note autoréflexive de Sébastien Roux, *Si feints, si proches. Silences et dissonances dans une enquête auprès de survivalistes américains*, montre d'ailleurs que les émotions contradictoires, les hésitations intellectuelles et les dilemmes moraux de l'ethnographe en prise avec l'extrême droite l'obligent à de fragiles compromis.

Anthropologie d'une révolution anthropologique

Thomas : Qu'on le veuille ou non, on finit toujours par retomber sur la question du « minimum fasciste » (Griffin, 2018), c'est-à-dire d'une définition a minima du fascisme. Elle sert à calibrer le cercle herméneutique de la fascisa-

tion. La plupart du temps, nous ne définissons pas ce minimum, parce que nous l'assimilons à l'autoritarisme de droite, en raison de nos préjugés progressistes. Cette assimilation doit beaucoup à la « critique artiste » du capitalisme et du totalitarisme, qui participe aux recompositions idéologiques de la gauche dans les années 1960 et 1970 (Boltanski et Chiapello, 2011) : le fascisme comme autoritarisme ultraconservateur, soumission totale à la volonté d'un seul homme (Adorno, 1950).

Armand : Pourtant, à un certain moment dans la préparation du dossier, tu n'avais pas proposé de substituer « fascisations » par « autoritarismes » ?

Thomas : Oui, mais je me suis aperçu au fil de mes lectures que l'autoritarisme, y compris de droite, non seulement ne suffisait pas à caractériser le fascisme, comme le démontrent les compromissions des néolibéraux avec les régimes autoritaires (Biebricher, 2020), mais qu'il ne lui était pas même nécessaire. Les remarques de Kershaw sur la nature polycratique du régime nazi (1993) dessinent une pratique du pouvoir qui n'a certes rien de libérale ni de démocratique, mais qui ne tend pas non plus à la soumission absolue. Quant aux recherches sur les groupuscules néofascistes après 1945, elles décrivent un « fascisme sans leader » (Lebourg, 2010), des organisations « rhizomatiques » (Griffin, 2003), tout un vocabulaire libertaire ! Les néofascistes eux-mêmes se pensent comme un « milieu », d'après Erwan, comme un ensemble d'acteurs cohérent, mais nébuleux. Après tout, pour définir son mouvement, Mussolini, cet ancien syndicaliste révolutionnaire, ne s'est-il pas d'abord inspiré d'organisations ouvrières et paysannes plus ou moins informelles, les fameux « faisceaux » (*fasci*) ?

Armand : Tu ne nous dis toujours pas ce que tu fais rentrer dans ton cercle herméneutique…

Thomas : C'est par l'analyse dite « culturelle » du fascisme, dont les origines remontent à Georges Mosse (2022) et Zeev Sternhell (1997), que j'ai pu fixer mes idées. Celle-ci aborde le fascisme comme un style politique, une vision du monde, un rapport à l'existence, bref, une « ontologie politique » (Cortado, 2025) – Chapoutot, Ingrao et Patin s'y réfèrent explicitement à l'idée d'un « monde nazi » (2024). Des historiens et politistes comme Adrien Nonjon y ont recours, et je pense que l'anthropologie gagnerait à discuter avec eux, en faisant valoir sa riche tradition de recherche sur les dimensions socioculturelles des processus politiques. D'ailleurs, le principal représentant de l'analyse culturelle, Roger Griffin, parle d'un « tournant anthropologique » (2018 : 139), dans la mesure où ces recherches ne portent pas que sur les mythes, les rites et les symboles, mais aussi sur les corps, la morale, le temps, les techniques de

gouvernement, l'architecture, l'aménagement du territoire – autant de thèmes devenus centraux en anthropologie depuis quelques années.

Marie : J'aime son approche. Griffin définit ainsi le « minimum fasciste », le noyau idéologique commun à tous les fascismes, des droites révolutionnaires décrites par Sternhell jusqu'aux groupuscules néofascistes contemporains : « *Fascism is a genus of political ideology whose mythic core in its various permutations is a palingenetic form of populist ultranationalism* » (1993 : 26). Les affects jouent un rôle central chez Griffin, qui décrit la palingénésie comme une « *continuous Nietzschean ecstasy* » (: 8).

Thomas : Cette définition, j'aurais tendance à la reformuler légèrement : « tout individu, mouvement ou régime dont le projet politique consiste à régénérer (palingénésie) sa communauté, définie sur la base de critères organiques (ultranation), par la participation de tous ses membres légitimes (populisme) au renversement des institutions (révolution) et par la mise à mort physique ou symbolique de ses membres illégitimes (nécropolitique) ». Elle a l'avantage d'embrasser la diversité des fascismes puisqu'elle ne préjuge pas l'existence d'une « période fasciste », tout en soulignant sa differentia specifica : son ambition révolutionnaire (Mosse, 1999). Le fascisme ne tente pas seulement de régénérer la nation (ou la race, ou le continent), il prétend transformer la société par la mobilisation de toute sa population, à l'exception des traîtres et des étrangers. Il cultive le mythe de « l'homme nouveau » (Matard-Bonucci et Milza, 2004); Gentile, qui modernise l'interprétation totalitaire, parle de « révolution anthropologique » (2004). Et comme tu l'as remarqué Marie, l'anthropologie semble particulièrement apte par ses théories (processuelles) et ses méthodes (ethnographiques) à capter les transformations plus ou moins lentes des affects, des moralités, des imaginaires qui préparent et accompagnent cette révolution. À ce sujet, l'anthropologie de la fascisation gagnerait à dialoguer avec celle des révolutions, qui s'intéresse aux mêmes dimensions (Cherstich, Holbraad, et Tassi, 2020).

Marie : Le fascisme comme révolution ultranationaliste, pourquoi pas, mais la frontière entre réforme et révolution n'est pas toujours claire. De nombreux mouvements d'extrême droite se disent démocrates, jouent le jeu des élections, mais, une fois au pouvoir, renversent les institutions de l'intérieur ou les passent à… la tronçonneuse !

Thomas : Oui, aucun mouvement ne satisfait tous ces critères, d'où ma préférence pour la notion de « fascisation », que je définis comme le processus par lequel une palingénésie ultranationaliste devient pensable, souhaitable, possible – processus qui conduit les membres d'une société à fantasmer sa régénération sous la forme d'un tout organique. Celle-ci peut passer par : 1) le récit d'un déclin collectif qui rend nécessaire un sursaut vital (très présents dans

le survivalisme et le masculinisme) ; 2) l'invention d'une communauté organique (les « Sétois de souche » versus l'immigration maghrébine, l'*hindutva*, l'Europe comme « civilisation communautaire » dans les milieux néofascistes) ; 3) la mobilisation contre les traîtres et les étrangers (le contrôle moral dans les parcs à Istanbul) ; 4) la contestation des institutions (complotisme); 5) la brutalisation (par la guerre et le génocide, notamment). Aucun de ces « vecteurs de fascisation », comme je les appelle, ne suffit à caractériser une dynamique fascisante. Chacun incarne une tendance structurelle des sociétés modernes, organisées sous forme d'États-nations qui cherchent à accroître leur puissance par la mobilisation des masses (2020). En revanche, leur convergence doit nous alerter, même si j'admets, avec Palheta (2020), que la fascisation peut se heurter à une opposition forte, populaire comme libérale, s'interrompre, et même se normaliser, à l'instar de l'Espagne franquiste après la guerre civile, qui absorbe le phalangisme – ce qui ne fait pas rêver non plus…

Armand : Quel rôle vous attribuez à l'anthropologie de la fascisation ?

Marie : Parler de « fascisation ordinaire » suppose de ne pas envisager cette « incorporation » comme un processus univoque (Csordas, 1990). L'ordinaire est aussi fait de frottements, de résistances – presque au sens physique du terme – et de décalages entre ce que les dispositifs cherchent à produire et ce que les individus en font. Dans les écoles de danse, les corps ne se laissent jamais entièrement réduire à leur présentation idéologique : ils rient, ils s'ignorent, ils s'exécutent sans envie, ils éprouvent du plaisir, ils détournent l'attention. C'est aussi ce que permet de saisir l'ethnographie : les lieux et moments où la fascisation prend corps sont aussi ceux où quelque chose lui échappe.

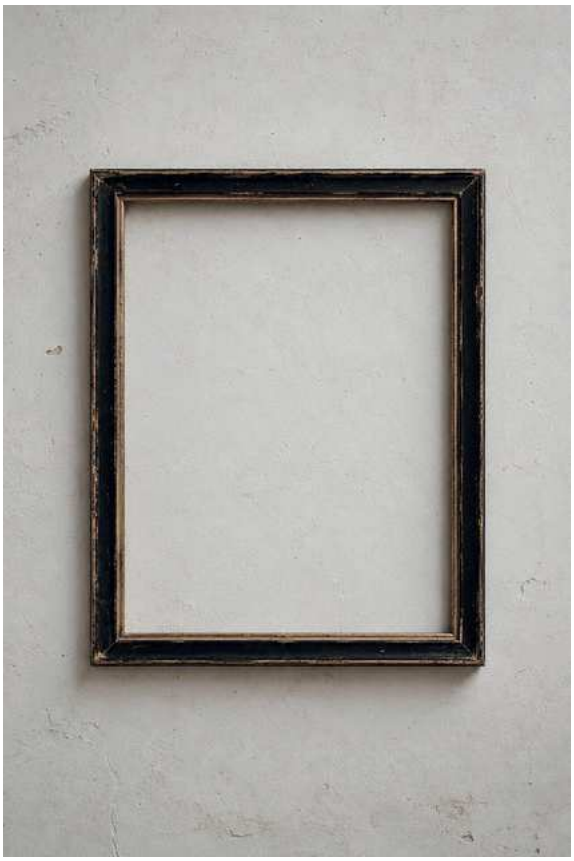
Thomas : Je suis convaincu que le combat antifasciste ne consiste pas tant à dénoncer le caractère liberticide ou même antidémocratique du fascisme, conformément aux mythes libéral et progressiste de l'après-guerre, qu'a déconstruire l'imagination impériale et à défaire les affects palingénétiques qui le rendent possible. À cet égard, l'anthropologie de la fascisation appartient au genre rétrofuturiste : elle interprète le présent en fonction d'un avenir qu'elle extrapole du passé. C'est un exercice engagé d'imagination historique, proche de la fiction spéculative, mais empiriquement documenté.

La tronçonneuse : représenter les fascisations ?

Devenue l'un des emblèmes de la politique de Javier Milei, puis reprise dans l'univers visuel d'Elon Musk, la tronçonneuse incarne une mise en scène spectaculaire de la destruction, de la puissance et de la rupture avec l'ordre institutionnel. Sa proposition comme image de couverture de ce numéro consacré aux « Fascisations » a suscité un débat au sein du comité de rédaction du *Journal des*

anthropologues, révélateur des tensions qui traversent la représentation visuelle des phénomènes politiques contemporains.

Pour certain·es, sa puissance évocatrice permettait précisément de donner à voir les imaginaires virilistes, autoritaires et destructeurs qui accompagnent ces processus. Pour d'autres, sa mobilisation risquait de reconduire, voire de banaliser, une esthétique de la violence et de participer malgré elle à la circulation des symboles qu'il s'agissait d'interroger. La discussion a également porté sur la distinction entre représenter, analyser et cautionner : montrer un symbole politique revient-il nécessairement à en amplifier la portée ? Jusqu'où une image peut-elle être détournée de ses usages premiers par un dispositif critique ?



Penser la représentation des fascisations et les controverses qu'elle suscite au sein du *Journal des anthropologues*. Conception visuelle : Marie Hoffner-Talwar, 2026.

RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES

ABDALLAH S.L., & BONTEMPS V. (dir.) (2025). *Gaza, une guerre coloniale*. Arles, Beyrouth, Actes Sud.

ADORNO T. (dir.) (1950). *The Authoritarian Personality*. New York: John Wiley and Sons.

AJARI N. (2026). *Technofascisme*. Bruxelles : Météores Éditions.

ALEKSIC K., HAYEM J. & KAOUÈS F. (2025). « Palestine et imaginaires de lutte », *Journal des anthropologues*, 182-183(2), 17-32.

AMSELLE J.- L. (2011). *L'Occident décroché*. Paris : Fayard.

AMSELLE J.- L. (2014). *Les nouveaux rouges-bruns. Le racisme qui vient*. Paris : Lignes

ARUGAY A. (2022). When Populists Perform Foreign Policy: Duterte's China Pivot and the South China Sea Dispute, in PENG N., et NGEOW C.-B. (Eds.). *Populism, Nationalism and South China Sea Dispute*, 25-46. Singapour : Springer.

BAR-ON T. (2018). "Islamofascism" : Four Competing Discourses on the Islamism-Fascism Comparison. *Fascism*, 7(2), 241-274.

BEAUD S. & NOIRIEL G. (2021). *Race et sciences sociale*s. Marseille : Agone.

BIEBRICHER T. (2020). « Neoliberalism and Authoritarianism », *Global Perspectives*, 1(1) : 11 872 https://doi.org/10.1525/001c.11872

BOLTANSKI L. & CHIAPELLO È. (2011). *Le nouvel esprit du capitalisme*. Paris : Gallimard.

CÉSAIRE A. (2000). *Discours sur le colonialisme*, *suivi de : Discours sur la Négritude*. Paris : Présence Africaine.

CHAPOUTOT J. (2020). *Libres d'obéir.* Paris : Gallimard.

CHAPOUTOT J., INGRAO C. & PATIN N. (2024). *Le monde nazi : 1919-1945*. Paris : Tallandier.

CHERSTICH I., HOLBRAAD M. & TASSI N. (2020). *Anthropologies of Revolution*. Oakland: University of California Press.

CORTADO T. (2023). Le bolsonarisme, une anomalie historique ? Le préjugé progressiste face au vote d'extrême droite. *Condition humaine/Conditions politiques*, 5.

CORTADO T. (2025). Maître ou citoyen ? Ontologie politique de l'auto-construction dans un quartier d'habitat précaire de Rio de Janeiro. *Flux*, 1-2 139-140(1-2), 97-112.

CSORDAS T. J. (1990). Embodiment as a Paradigm for Anthropology. *Ethos*, 18(1), 5-47.

DEMATTEO L. (2017). *L'idiotie en politique : Subversion et néo-populisme en Italie*. Paris : Maison des sciences de l'homme.

FURET F. (1995). *Le Passé d'une illusion*. Paris : Calmann Lévy.

GENTILE E. (2004). *Qu'est-ce que le fascisme ?* Paris : Gallimard.

GRIFFIN R. (1993). *The Nature of Fascism*. Hove: Psychology Press.

GRIFFIN R., 2003. From slime mould to rhizome: an introduction to the groupuscular right. *Patterns of Prejudice*, 37(1), 27-50.

GRIFFIN R. (2018). *Fascism*. Medford, (Massachusetts): Polity Press.

GUÉRIN D. (1936). *Fascisme et grand capital*. Paris : Gallimard.

GUSTERSON H. (2017). From Brexit to Trump: Anthropology and the rise of nationalist populism. *American Ethnologist*, 44(2), 209-214.

HATZIKIDI K. (2024). The ambiguous other. Engaging with far right and other uncomfortable subjectivities. *Vibrant : Virtual Brazilian Anthropology*, 21. https://doi.org/10.1590/1809-43412024v21e211010

KAKEL C.P. (2011). *The American West and the Nazi East*. New York: Palgrave Macmillan.

KERSHAW I. (1993). "Working Towards the Führer". Reflections on the Nature of the Hitler Dictatorship. *Contemporary European History*, 2(2), 103-118.

KOOPMAN C. (2013). *Genealogy As Critique.* Bloomington: Indiana University Press.

LEBOURG N. (2010). La Subversion de l'extrême droite radicale face à l'État durant la Ve République. Fragments sur les Temps Présents. [En ligne], 30/04/2010

MATARD-BONUCCI M.-A. & MILZA P. (Eds.) (2004). *L'homme nouveau dans l'Europe fasciste (1922-1945)*. Paris : Fayard.

MATHYL M. (2002). The National-Bolshevik Party and Arctogaia: two neo-fascist groupuscules in the post-Soviet political space. *Patterns of Prejudice*, 36(3), 62-76.

MAZZARELLA W. (2019). The Anthropology of Populism: Beyond the Liberal Settlement. *Annual Review of Anthropology*, 48(1), 45-60.

MIMURA J.A. (2011). *Planning for Empire*. Ithaca, NY 14850: Cornell University Press.

MIRANDA A. (2026). *Les Lumières sombres*. Paris : Gallimard.

MOSES A.D. (dir.) (2012). *Genocide and Settler Society*. New York: Berghahn Books.

MOSSE G.L. (1999). *The Fascist Revolution.* New York: Howard Fertig Pub.

MOSSE G. L. (2022). *The Nationalization of the Masses*. University of Wisconsin Press.

NEIBURG F. & THOMAZ O.R. (2020). Ethnographic views of Brazil's (new) authoritarian turn. *HAU: Journal of Ethnographic Theory*, 10(1), 7-11.

NOLTE E. (2011). *La guerre civile européenne*. Paris : Tempus Perrin.

ORY P. (2010). *Du fascisme*. Paris : Tempus Perrin.

PALHETA U. (2020). Fascisme. Fascisation. Antifascisme. *Contretemps*, [En ligne], 28/07/2020

PICCO P. (2025). Ranimer la flamme après 1945. Dans ROGER-LACAN B. (Eds.). *Nouvelle histoire de l'extrême droite : France 1780-2025*. Paris : Seuil, 199-214.

REICH W. (1998). *La Psychologie de masse du fascisme*. Paris : Payot.

SABASTIAN L. (2025). *Fascism in India*. Cambridge: Harvard University Press.

STERNHELL Z. (1997). *La droite révolutionnaire, 1885-1914*. Paris : Gallimard.

TAGUIEFF P.- A. (2023). *Où va l'antiracisme ?* Paris : Hermann.

TELTUMBDE A. (2026). Communalization, Fascization, and Business Nexus, in VARMAN R. (Eds.). *The Politics of Corporations in 'New' India*. Londres: Cambridge University Press, 114-135.

VOLLAIRE C., DJIGO S. (Eds.) (2026). Subir le racisme et le contrer, *Chimères*, 109. Toulouse, Érès.

WHITMAN J.Q. (2018). *Hitler's American Model*. Princeton (New Jersey): Princeton University Press.

ZIMMERER J. (2004). « Colonialism and the Holocaust: Towards an Archaeology of Genocide », in DIRK MOSES A. (Eds.). *Genocide and Settler Society*. New York: Berghahn Books, 49-76.

RÉSUMÉ

Que gagne-t-on, et que risque-t-on, à parler de « fascisation » pour rendre compte d'un ensemble de transformations politiques, sociales et subjectives contemporaines ? Cette introduction collective au dossier du *Journal des Anthropologues* sur les fascisations cherche moins à résoudre les désaccords théoriques qui nous ont accompagnés qu'à les restituer. Elle souligne les difficultés que pose ce signifiant, la crise du libéralisme concomitante à sa résurgence, mais aussi sa fonction de problématisation, notamment des matrices coloniales de la modernité et de la place des affects en politique. Elle discute enfin les paradoxes d'une anthropologie qui a pour objet un processus révolutionnaire (ultraconservateur), dont on interprète le présent à partir d'un futur extrapolé du passé.

Mots-clefs : fascisation, libéralisme, colonialisme, affects, révolution.

SUMMARY

Towards an anthropology of fascistization: A polyphonic opening.
What do we gain, and what do we risk, by speaking of "fascistization" to account for a set of contemporary political, social, and subjective transformations? This collective introduction to the Journal des Anthropologues special issue on fascistizations seeks less to resolve the theoretical disagreements that have accompanied us than to render them explicit. It highlights the difficulties posed by this signifier, the crisis of liberalism that has accompanied its resurgence, but also its function as a problematizing concept, particularly with regard to the colonial matrices of modernity and the place of affects in politics. Finally, it explores the paradoxes of an anthropology whose object is a revolutionary process of an ultraconservative kind, in which the present is interpreted through a future extrapolated from the past.

Keywords: fascistization, liberalism, colonialism, affects, revolution.